



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 mars 2022  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

### Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-douzième session (15-19 novembre 2021)

#### Avis n° 47/2021, concernant le cheik Talal bin Abdulaziz bin Ahmed bin Ali Al Thani (Qatar)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.

2. Le 23 avril 2021, conformément à ses méthodes de travail<sup>1</sup>, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement qatarien une communication concernant le cheik Talal bin Abdulaziz bin Ahmed bin Ali Al Thani. Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication. L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;

c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;

d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;

<sup>1</sup> [A/HRC/36/38](#).



e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

4. Le cheik Talal bin Abdulaziz bin Ahmed bin Ali Al Thani est un citoyen qatarien né en 1968. Il est marié et père de quatre enfants.

5. La source fait observer que le cheik Talal Al Thani est un membre éminent de la famille royale du Qatar. Il est le fils du cheik Abdulaziz bin Ahmad bin Ali bin Abdullah bin Jassim bin Mohammed Al Thani, lui-même fils aîné de l'émir Ahmad bin Ali bin Abdullah bin Jassim bin Mohammed Al Thani. Le grand-père de l'intéressé a dirigé le Qatar de 1960 à 1972, date à laquelle il a été renversé par son cousin, Khalifa bin Hamad Al Thani.

#### a. Cadre général

6. En 2008, après la mort de son père en exil à Djedda, en Arabie saoudite, le cheik Talal Al Thani a revendiqué sa succession auprès du Gouvernement qatarien. Il a tenté de le faire de manière pacifique en saisissant la justice qatarienne. Il aurait alors insisté sur le fait que la succession lui revenait de plein droit, refusant que sa part lui soit versée sous forme d'un « don » de l'émir du Qatar. D'après la source, cela semble avoir été à l'origine des mesures prises par le Gouvernement contre le cheik Talal Al Thani et sa famille, à savoir son arrestation et sa détention arbitraires.

7. Selon la source, le Gouvernement serait parvenu à faire revenir le cheik Talal Al Thani au Qatar en lui promettant que son héritage lui serait versé en plusieurs fois à son retour dans le pays. Lorsque l'intéressé est retourné au Qatar, son héritage était bloqué. Le Gouvernement aurait en outre procédé au gel et à la confiscation de ses avoirs, et l'aurait mis en cause dans une série de transactions commerciales et projets d'infrastructure qui se sont ensuite révélés fictifs. D'après la source, le cheik Talal Al Thani a alors été visé par de multiples poursuites judiciaires. Dans toutes ces procédures, de fausses dettes auraient été reprochées à l'intéressé grâce à un système de chèques. Dans certains cas, il s'agissait de chèques volés, mais les poursuites étaient généralement engagées à la suite de tentatives infructueuses d'encaisser les prétendus « chèques de garantie » signés par l'intéressé.

8. La source ajoute qu'au Qatar, les chefs d'accusation relatifs à l'utilisation abusive de chèques de garantie sont régis par l'article 357 du Code pénal, qui prévoit que le signataire d'un chèque s'expose à des poursuites s'il ne dispose pas des fonds nécessaires pour couvrir la valeur nominale du chèque.

#### b. Arrestation, détention et procès

9. La source indique que, le 21 février 2013, le cheik Talal Al Thani a été arrêté par des policiers en civil dans une station-service et placé en détention provisoire puis incarcéré pour non-paiement de dettes, un chef d'accusation qui aurait été forgé de toutes pièces. Il a été arrêté sans qu'aucun mandat ne lui soit présenté ni aucune explication sur les accusations portées contre lui, et il serait détenu arbitrairement au Qatar depuis lors.

10. D'après la source, le cheik Talal Al Thani n'a pas été informé de ses droits. Il aurait été privé de son droit à une représentation en justice, alors qu'il avait demandé un avocat à maintes reprises. L'intéressé a décidé de donner procuration à sa femme pour le représenter dans les procédures civiles et pénales engagées contre lui. Elle a depuis intenté de multiples actions en justice dans cette affaire. Le Gouvernement l'aurait plusieurs fois empêchée d'accéder à des documents importants concernant les procès contre son mari.

11. En détention, le cheik Talal Al Thani aurait subi diverses pressions du Gouvernement. Il lui a été demandé de signer des documents dans lesquels il admettait être mentalement inapte. Sur les conseils de sa femme, il a refusé de le faire. La source ajoute que le Gouvernement l'a menacé afin de lui extorquer de faux aveux de crimes qu'il n'avait pas commis. Il a été contraint de déclarer qu'il avait été incarcéré en raison de son incapacité à payer ses dettes et qu'il n'était pas un prisonnier politique.

12. La source indique qu'en mai 2018, le cheik Talal Al Thani a été condamné à une peine de plus de vingt-deux ans de prison, du 21 mars 2013 au 30 juin 2035. La source juge peu plausible que son emprisonnement soit dû à son incapacité à payer ses dettes. Il s'est toujours fermement engagé à puiser dans ses actifs pour s'acquitter de toute dette impayée, ce qu'il a d'ailleurs déjà fait, parvenant ainsi à régler plusieurs affaires. Si le gel de ses avoirs imposé par le Gouvernement qatarien a considérablement restreint sa capacité de s'acquitter de ses dettes impayées, il a néanmoins tenté de solder ses dettes en utilisant le revenu qui lui est versé chaque mois par le Gouvernement.

13. D'après la source, le cheik Talal Al Thani n'a pas reçu de soins médicaux appropriés en prison. Il est atteint d'hypertension artérielle et de diabète, ainsi que de diverses affections liées au diabète, telles que la cataracte et des dépôts de graisse dans la jambe. Il souffre également de douleurs aiguës au dos et aux articulations, et sa mobilité est très réduite. À cause des traitements qu'il subit en prison, le cheik Talal Al Thani est dans un grave état de stress physique et psychologique. Comme il est détenu au secret, on ne peut connaître avec certitude son état de santé actuel. Selon un certificat médical délivré près d'un an après son arrestation, il avait dû être hospitalisé pendant au moins sept mois au cours de cette période. La source ajoute que, s'il n'est pas correctement soigné pour ses problèmes oculaires, l'intéressé risque de devenir aveugle. Selon les informations disponibles, il ne bénéficie pas de médicaments ni d'un régime alimentaire adapté en détention. Avant de quitter le Qatar (voir par. 17 ci-dessous), sa femme a acheté les médicaments dont il avait besoin dans un hôpital à proximité lorsqu'elle lui a rendu visite. La source fait remarquer qu'actuellement, personne ne peut se charger de cette tâche. À un moment donné, le cheik Talal Al Thani a entamé une grève de la faim et a cessé de prendre ses médicaments afin de solliciter une audience auprès du Ministre de l'intérieur pour pouvoir expliquer sa situation (voir par. 19 ci-dessous).

14. La source indique que le cheik Talal Al Thani est actuellement détenu dans un établissement pénitentiaire de la banlieue de Doha. Ses souffrances sont encore aggravées par le fait que sa cellule se trouve à proximité d'un réseau d'égouts, ainsi que par sa présumée détention au secret prolongée. À cet égard, la source fait référence à la résolution 16/23 du Conseil des droits de l'homme, qui dispose : « [l]a détention prolongée au secret ou la détention dans des lieux secrets peuvent faciliter la commission d'actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et peuvent en soi constituer un tel traitement ». La source fait remarquer que cette pratique a été décrite comme : « la violation la plus odieuse de la règle protégeant le droit à la liberté de l'être humain en droit international coutumier »<sup>2</sup>.

15. La source ajoute que la famille du cheik Talal Al Thani a systématiquement été empêchée de lui rendre visite. Pendant les huit années qu'il a passées en prison, il n'a vu sa femme et ses enfants que deux fois. Il aurait fait plusieurs grèves de la faim pour forcer les autorités qatariennes à autoriser les visites de sa famille. Il a eu la chance d'apercevoir son plus jeune fils une fois par hasard, un jour où sa femme avait emmené ce dernier avec elle lorsqu'elle avait été convoquée à la prison pour des questions administratives. Estimant que les locaux prévus pour les visites étaient dangereux, son épouse a demandé qu'ils soient mieux aménagés afin qu'elle puisse venir avec ses enfants. Elle a aussi demandé que les visites se déroulent dans une maison ordinaire, mais sa demande a été rejetée.

<sup>2</sup> Voir [A/HRC/22/44](#), par. 60.

16. Pendant la détention du cheik Talal Al Thani, le Gouvernement aurait cherché à porter atteinte à sa réputation en diffusant des informations diffamatoires le faisant passer pour un voleur, un fou et une personne incapable d'honorer ses dettes. La source ajoute qu'il est largement admis que la presse qatarienne est contrôlée par le Gouvernement et qu'il existe des motifs raisonnables de croire que le Gouvernement a orchestré ces attaques contre l'honneur et la réputation de l'intéressé ou n'y a pas fait obstacle. Face aux tactiques d'intimidation utilisées par le Gouvernement, le cheik Talal Al Thani s'est senti désemparé et impuissant, sachant qu'il ne pouvait rien faire depuis sa cellule de prison pour laver sa réputation.

17. La source indique qu'après l'arrestation du cheik Talal Al Thani, sa femme et leurs quatre enfants ont été contraints, en raison du gel des avoirs imposé par le Gouvernement, de vivre dans des conditions d'hygiène déplorables, à cause desquelles les enfants auraient été hospitalisés plusieurs fois. Les mauvais traitements et les privations imposés par le Gouvernement à sa famille ont été source d'anxiété et de souffrance mentale pour le cheik Talal Al Thani. Sa femme aurait eu peur que ses enfants soient persécutés à cause de leur relation avec leur père s'ils restaient au Qatar. En juin 2018, lorsqu'elle a été autorisée à rendre visite à des proches en Allemagne, elle a choisi de ne pas retourner au Qatar et s'est installée avec ses enfants en Allemagne. Elle a ensuite entamé une campagne publique pour obtenir la libération de son mari et la réunification de sa famille. D'après la source, elle craint désormais tous les jours pour la vie de sa famille, qui se trouve sous la protection de la police allemande. Début 2019, ses moyens de communication avec son mari auraient été coupés par le Qatar, puis on lui a annoncé en septembre 2019 qu'elle ne pourrait parler à son mari qu'en appelant depuis un téléphone situé sur le territoire qatarien. L'objectif du Qatar était de faire pression sur elle pour qu'elle retourne dans le pays. Le Qatar aurait aussi cessé de lui transférer l'argent du revenu que son mari touchait de la part du Gouvernement, et qui lui était destiné, à elle et à ses enfants.

18. La source affirme que le traitement réservé au cheik Talal Al Thani par le Gouvernement est symptomatique du non-respect des droits de l'homme au Qatar, pour lequel le pays a fait l'objet de nombreuses critiques internationales. La source avance également que les mauvais traitements qu'il a subis s'inscrivent dans un ensemble de violations flagrantes des droits de l'homme et dans un climat de mépris constant de la dignité humaine. Elle ajoute qu'il est fort probable que les mauvais traitements qui seraient infligés à l'intéressé et la privation de ses droits par le Qatar le poussent à entreprendre une nouvelle grève de la faim en signe de protestation. La source affirme que le Gouvernement, en particulier le Ministre de l'intérieur, ne se montre nullement préoccupé par son état de santé, y compris son intégrité psychologique, ou par sa vie. Selon la source, le Qatar a soumis le cheik Talal Al Thani à des traitements cruels, inhumains et dégradants et à la torture pendant sa détention, et continue de le faire.

19. Comme indiqué plus haut, le Ministère de l'intérieur a fait peu de cas de l'appel à l'aide désespéré du cheik Talal Al Thani, qui a entrepris une grève de la faim. Dans la lettre que ce dernier a adressée au ministre, il l'informe, en termes impérieux mais respectueux, que son état de santé se dégrade en raison de ses conditions de détention. Il décrit en détail au ministre ses problèmes de santé, en précisant qu'ils ne peuvent être soignés correctement en détention. En dépit du risque évident pour la santé de l'intéressé, le ministre aurait choisi d'ignorer sa grève de la faim jusqu'à ce qu'il soit hospitalisé dans un état critique. La source fait observer qu'en prolongeant la détention arbitraire et les mauvais traitements systématiques dont serait victime l'intéressé en détention, le Qatar met délibérément sa santé et sa vie en danger imminent. La source ajoute que compte tenu de son état de santé précaire, la situation n'est plus tenable. Selon la source, la peine de vingt-deux ans de prison présumée arbitraire prononcée à l'encontre du cheik Talal Al Thani n'est autre qu'une condamnation à mort qui cache son nom.

20. La source indique que le cheik Talal Al Thani ne dispose d'aucun recours interne au Qatar, ayant épuisé l'ensemble des voies de recours. Après avoir engagé de multiples procédures pour le compte de son mari devant les tribunaux qatariens, sa femme a finalement réussi à obtenir plusieurs décisions en faveur de son acquittement et de sa libération. Le Gouvernement aurait pourtant refusé, pour des raisons politiques, d'appliquer ces décisions, en violation des obligations mises à la charge du pays par le droit international. Le cheik

Talal Al Thani est donc toujours en prison, sans aucun recours interne utile pour contester la légalité de son maintien en détention ou pour accéder à un avocat. La source ajoute qu'en tout état de cause, même si une voie de droit existait théoriquement sur le papier, le Gouvernement qatarien a en pratique systématiquement fait échouer tout effort national visant à libérer le cheik Talal Al Thani ou à améliorer ses conditions de détention.

c. Analyse juridique

21. Compte tenu de ce qui précède, la source fait valoir que la privation de liberté du cheik Talal Al Thani est arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie I, car elle ne repose sur aucun fondement juridique, et qu'elle est également arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie III, car la détention de l'intéressé, les poursuites engagées contre lui et sa condamnation ne respectent pas les garanties minimales d'un procès équitable prévues par le droit international.

i. Catégorie I

22. La source fait valoir que l'arrestation et le maintien en détention du cheik Talal Al Thani sont illégaux et dénués de tout fondement juridique dans la loi qatarienne ou internationale. La source fait référence à la jurisprudence du Groupe de travail, selon laquelle le fait d'incarcérer une personne pour dettes est une violation du *jus cogens* et du droit international coutumier, quelles que soient les dispositions du droit interne<sup>3</sup>. Elle souligne également les conclusions préliminaires émises par le Groupe de travail après sa visite au Qatar en novembre 2019<sup>4</sup>.

23. Selon la source, le Qatar est tenu par l'article 36 de sa Constitution et les articles 9, 10 et 11 du Pacte de protéger ses ressortissants contre la détention arbitraire et de préserver leurs droits à la liberté individuelle et au respect de la légalité. La source soutient que le Qatar n'a pas respecté ces obligations dans la présente affaire. En effet, le système judiciaire qatarien aurait déjà ordonné l'acquittement et la libération de l'intéressé. Alors que celui-ci a épuisé tous les recours internes à sa disposition, le Gouvernement qatarien reste opposé à sa libération.

ii. Catégorie III

24. La source fait observer que la détention est considérée comme arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie III « [l]orsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire »<sup>5</sup>.

25. La source ajoute que les garanties de procédure sont un élément clé du droit à un procès équitable. Les normes internationales minimales garantissant une procédure régulière sont énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte et l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement<sup>6</sup>.

26. La source rappelle que le cheik Talal Al Thani a été arrêté sans qu'aucun mandat ne lui soit présenté dans une station-service par des policiers en civil qui ne l'ont pas informé des motifs de son arrestation et de sa détention. Ce faisant, le Qatar aurait violé le droit de l'intéressé d'être informé dans les plus courts délais des accusations portées contre lui, un comportement contraire, selon la source, aux articles 9 (par. 2) et 14 (par. 3 a)) du Pacte, ainsi qu'aux principes 10 et 13 de l'Ensemble de principes. La source ajoute que l'arrestation du cheik Talal Al Thani en l'absence de mandat judiciaire contrevenait également à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'article 9 (par. 1) du Pacte et au

<sup>3</sup> La source se réfère, entre autres, aux documents [A/HRC/22/44](#), par. 50 et 51, et [E/CN.4/1993/24](#), par. 13.

<sup>4</sup> Voir

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25296&LangID=E>.

<sup>5</sup> [A/HRC/30/69](#), par. 8 c).

<sup>6</sup> La source fait également référence à l'avis n° 48/2016 (par. 41).

principe 2 de l'Ensemble de principes, qui interdisent la privation de liberté arbitraire. En outre, les procédures ayant conduit au placement en détention du cheik Talal Al Thani le 21 février 2013 ne remplissaient pas les conditions d'une audience publique et équitable, ce qui constitue une violation générale de l'article 14 du Pacte et des articles 10 et 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La source affirme que le fait que le cheik Talal Al Thani ait officiellement été placé en détention pour une incapacité à payer ses dettes constitue une violation de ses droits de l'homme.

27. D'après la source, les circonstances de l'espèce montrent clairement que le cheik Talal Al Thani n'est pas en mesure de payer ses dettes, sans qu'il s'agisse d'un manque de volonté de sa part. Cette incapacité serait la conséquence directe de sanctions économiques qui lui auraient été imposées arbitrairement pour des motifs politiques. La source avance également que l'intéressé, ayant été privé de son droit à une représentation en justice, n'a pas pu préparer sa défense convenablement. Pendant sa détention au secret, le cheik Talal Al Thani n'aurait pas été en mesure de s'entretenir avec un avocat, en dépit de ses demandes répétées en ce sens, en violation de l'article 16 du Pacte et de l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La source fait valoir que le Qatar, en privant le cheik Talal Al Thani de l'assistance d'un avocat de son choix, a violé l'article 14 (par. 3 b)) du Pacte et le paragraphe 1 des Principes de base relatifs au rôle du barreau. Elle signale que le Comité des droits de l'homme a précisé que « les États parties doivent permettre et faciliter l'accès à un conseil pour les détenus inculpés d'une infraction pénale, dès le début de la détention »<sup>7</sup>. Selon la source, le Qatar ne l'a pas fait en l'espèce.

28. La source ajoute que le Qatar a eu recours à de graves menaces et mauvais traitements en détention pour extorquer de faux aveux au cheik Talal Al Thani. À au moins une occasion, des journalistes auraient coopéré avec des policiers qatariens pour essayer de lui extorquer de faux aveux en détention. Le Qatar a donc agi en violation du droit de l'intéressé de ne pas être soumis à la torture ou à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. La source fait remarquer à cet égard que l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les articles 7 et 10 (par. 1) du Pacte et les principes 6 et 21 de l'Ensemble de principes consacrent l'interdiction de la violation de ce droit. En outre, les articles 1, 2, 4, 5, 6 et 7 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants interdisent également qu'un agent de la fonction publique inflige une douleur ou des souffrances physiques ou mentales à une personne dans l'intention de l'intimider ou de faire pression sur elle.

29. La source fait également observer que, de manière plus générale, l'article 10 (par. 1) du Pacte et le principe 1 de l'Ensemble de principes prévoient que toute personne privée de sa liberté doit être traitée avec humanité, dans le respect de la dignité inhérente à la personne humaine. Selon la source, le Qatar a contrevenu à ces dispositions en soumettant le cheik Talal Al Thani à des maltraitements physiques et mentales, notamment en le privant des soins médicaux adéquats<sup>8</sup>, en l'empêchant de communiquer avec sa famille<sup>9</sup> et en portant systématiquement atteinte à sa réputation au moyen d'informations diffamatoires<sup>10</sup>. La source fait également valoir que les aveux forcés du cheik Talal Al Thani pendant sa détention au secret, conjugués à sa mise à l'isolement et aux conditions inhumaines et dégradantes

<sup>7</sup> Observation générale n° 35 (2014), par. 35.

<sup>8</sup> La source ajoute que le fait que le Qatar n'a pas protégé la santé du cheik Talal Al Thani lorsqu'il était en détention constitue un traitement inhumain en violation de l'article 10 (par. 1) du Pacte, qui pourrait même s'apparenter à de la torture, en contravention de l'article 7 du Pacte et de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, formulé en des termes similaires. La source renvoie également aux Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus, en particulier au paragraphe 9, ainsi qu'à l'article 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

<sup>9</sup> La source rappelle qu'au cours des huit années pendant lesquelles il a été emprisonné, le cheik Talal Al Thani n'a vu sa femme et ses enfants que deux fois. Elle ajoute que le fait de ne pas organiser de visite constitue une violation de l'article 10 (par. 1) du Pacte et du principe 19 de l'Ensemble de principes, ainsi qu'une violation de son droit à la vie de famille, garanti par l'article 17 du Pacte et l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

<sup>10</sup> La source ajoute qu'en ne protégeant pas le cheik Talal Al Thani contre de telles atteintes illégales à son honneur et à sa réputation, le Qatar a violé l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 17 du Pacte.

auxquelles il est soumis, ont porté atteinte de manière flagrante aux garanties nécessaires à sa défense devant les tribunaux qatariens, en violation de l'article 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Renvoyant à un avis précédemment émis par le Groupe de travail, la source soutient que le traitement infligé au cheik Talal Al Thani montre que le Qatar continue de faire fi de ses obligations à cet égard<sup>11</sup>.

30. La source rappelle que depuis que l'épouse du cheik Talal Al Thani, autorisée à agir pour le compte de son mari, a commencé à intenter des actions en justice, elle s'est vu refuser l'accès à nombre des documents relatifs aux procédures engagées contre l'intéressé. Selon la source, les tribunaux qatariens ont ainsi agi en violation de la ligne directrice 13 des Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal et des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, qui disposent en particulier au paragraphe 6 : « En vertu du principe de l'indépendance de la magistrature, les magistrats ont le droit et le devoir de veiller à ce que les débats judiciaires se déroulent équitablement et à ce que les droits des parties soient respectés. »

31. La source soutient également que malgré des garanties constitutionnelles, le pouvoir judiciaire du Qatar n'est pas indépendant. Elle fait observer que l'émir du Qatar peut, s'il considère que cela relève de l'« intérêt général », démettre des juges et procureurs de leurs fonctions. Elle ajoute qu'en 2015, la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats<sup>12</sup> a relevé de nombreux cas de pressions exercées par le pouvoir exécutif qatarien sur le système judiciaire, en particulier dans des affaires concernant de potentiels rivaux politiques de l'émir. La Rapporteuse spéciale a aussi fait état d'allégations selon lesquelles le ministère public serait directement impliqué dans des accusations forgées de toutes pièces et des preuves falsifiées, relevant qu'en 2009, 33 juges auraient démissionné pour protester contre les constantes ingérences du pouvoir exécutif dans les procédures judiciaires<sup>13</sup>. La source fait également remarquer que, plus récemment, le Comité contre la torture a exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation concernant le fait que l'inamovibilité des juges qatariens et étrangers n'était pas garantie au Qatar, et que leur nomination relevait exclusivement de l'autorité de l'émir<sup>14</sup>. D'après la source, c'est dans ce contexte que le droit du cheik Talal Al Thani d'être jugé par un tribunal compétent, indépendant et impartial – un droit qui ne souffre aucune exception d'après le Comité des droits de l'homme<sup>15</sup> – a été violé et continue d'être violé par le Qatar, en contravention de l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 14 (par. 1) du Pacte.

32. La source fait également valoir que le cheik Talal Al Thani se trouve toujours en détention alors que des décisions d'acquiescement et de mise en liberté ont été prononcées en sa faveur dans certains de ses procès. En violation de l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Gouvernement se serait abstenu, pour des raisons politiques, d'appliquer ces décisions. La source affirme qu'en imposant et en exécutant une peine en dépit de décisions d'acquiescement, le Qatar enfreint l'article 14 (par. 7) du Pacte, qui garantit que nul ne peut être puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté. La source ajoute que le Qatar continue de priver le cheik Talal Al Thani du droit à ce que sa détention soit examinée par un tribunal indépendant et impartial, en violation de l'obligation que lui fait l'article 14 (par. 5) du Pacte. La source fait valoir que le Qatar a orchestré un statu quo illégal lui permettant de prolonger la détention arbitraire du cheik Talal Al Thani sans que ce dernier puisse espérer de véritable réexamen de sa condamnation par une juridiction interne dans un avenir prévisible.

33. La source fait valoir en outre que le Qatar, en maintenant le cheik Talal Al Thani en prison tout en l'empêchant d'accéder à un recours utile pour contester la légalité de sa détention, porte atteinte à son droit à l'*habeas corpus*, auquel il ne peut être dérogé. Le Qatar violerait ainsi l'article 9 (par. 3 et 4) du Pacte et les principes 4, 9, 11 et 32 (par. 1) de l'Ensemble de principes. De surcroît, le Qatar utiliserait le maintien en détention illégale de

<sup>11</sup> Avis n° 48/2016, par. 52.

<sup>12</sup> Voir [A/HRC/29/26/Add.1](#).

<sup>13</sup> Ibid., par. 77 et 36.

<sup>14</sup> [CAT/C/QAT/CO/3](#), par. 19 et 20.

<sup>15</sup> Observation générale n° 32 (2007), par. 19.

l'intéressé pour continuer de lui infliger des violations graves et continues de ses droits, notamment en lui faisant subir des tortures et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants<sup>16</sup>.

#### *Réponse du Gouvernement*

34. Le 23 avril 2021, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement qatarien. Il lui a demandé de lui faire parvenir, au plus tard le 22 juin 2021, des renseignements détaillés sur la situation du cheik Talal al Thani, d'exposer les éléments de droit justifiant le maintien en détention de l'intéressé et d'expliquer en quoi cette mesure est conforme aux obligations mises à la charge du Qatar par le droit international des droits de l'homme et, en particulier, celles définies dans les instruments que le pays a ratifiés. Le Groupe de travail a également demandé au Gouvernement de garantir l'intégrité physique et mentale de l'intéressé.

35. Le Groupe de travail regrette de ne pas avoir reçu de réponse du Gouvernement, d'autant que celui-ci n'a pas demandé de prolongation du délai fixé pour fournir les informations demandées, ce que le paragraphe 16 des méthodes de travail du Groupe de travail l'autorise pourtant à faire<sup>17</sup>.

#### **Examen**

36. En l'absence de réponse ou de demande de prolongation du Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de rendre le présent avis, conformément au paragraphe 15 de ses méthodes de travail.

37. À titre préliminaire, le Groupe de travail relève que le Qatar a adhéré au Pacte international relatif aux droits civils et politiques le 21 mai 2018, et que le Gouvernement n'a pas soulevé l'objection *ratione temporis* pour les allégations de la source faisant état de violations du Pacte en l'espèce. Le Groupe de travail en conclut qu'il n'est pas possible de se fonder sur les dispositions du Pacte pour examiner les événements survenus avant le 21 mai 2018, date à laquelle cet instrument est devenu contraignant pour le Qatar. En d'autres termes, il n'est pas possible de se fonder sur le Pacte pour ce qui est des violations qui auraient été commises pendant la détention provisoire du cheik Talal Al Thani, mais cet instrument s'applique pour examiner celles qui auraient été commises après sa condamnation en mai 2018, et pendant son maintien en détention.

38. Les règles de la preuve sont définies dans la jurisprudence du Groupe de travail. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations<sup>18</sup>. En l'espèce, le Gouvernement a décidé de ne pas contester les allégations à première vue crédibles formulées par la source.

39. La source a avancé que la détention du cheik Talal Al Thani était arbitraire et relevait des catégories I et III. Le Groupe de travail se propose d'examiner les allégations une par une.

<sup>16</sup> La source fait observer que les violations des droits du cheik Talal Al Thani à un procès équitable et à une procédure régulière, décrits plus haut, concordent avec les observations faites par le Groupe de travail durant sa visite au Qatar en 2019.

<sup>17</sup> Le Groupe de travail note qu'une lettre d'allégation relative au cheik Talal Al Thani a été envoyée au Gouvernement par plusieurs titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale le 19 octobre 2020 et que le Gouvernement a répondu à la communication le 15 janvier 2021. Le Groupe de travail rappelle cependant que, conformément au paragraphe 23 de ses méthodes de travail, les gouvernements sont tenus de communiquer des réponses distinctes aux communications conjointes et à celles faites dans le cadre de la procédure ordinaire.

<sup>18</sup> [A/HRC/19/57](#), par. 68.



## Catégorie I

40. Le Groupe de travail a toujours indiqué que pour qu'une privation de liberté soit justifiée, elle devait être juridiquement fondée. Il ne suffit pas qu'il existe une loi ou une pratique nationale autorisant l'arrestation et la détention des suspects. Les autorités doivent invoquer un fondement juridique conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, dans le cadre d'un mandat d'arrêt, et l'appliquer aux circonstances de l'espèce<sup>19</sup>.

41. Le droit international des droits de l'homme exige que toute arrestation soit fondée sur un mandat d'arrêt dûment délivré afin de garantir l'exercice d'un contrôle effectif par une autorité judiciaire compétente, indépendante et impartiale. D'un point de vue procédural, ce droit est inhérent au droit à la liberté et à la sécurité de la personne et à l'interdiction de la privation arbitraire de liberté visés aux articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux principes 2, 4 et 10 de l'Ensemble de principes. Le Groupe de travail a toujours estimé que les détentions qui procédaient d'une arrestation effectuée en l'absence de mandat étaient arbitraires<sup>20</sup>.

42. En l'espèce, la source a affirmé que le cheik Talal Al Thani avait été arrêté le 21 février 2013 par des policiers en civil dans une station-service, sans qu'aucun mandat ne lui soit présenté ni aucune explication fournie sur la raison de son arrestation, avant d'être placé en détention provisoire, puis en prison, pour non-paiement de dettes, un chef d'accusation qui aurait été forgé de toutes pièces. Il serait maintenu en détention depuis lors. Le Gouvernement a choisi de ne pas répondre à ces allégations et n'a fourni aucune raison pour expliquer le retard avec lequel le cheik Talal Al Thani a été informé des motifs de son arrestation, qui auraient dû lui être communiqués immédiatement. Le Groupe de travail estime donc que les observations de la source sont crédibles et constate avec préoccupation que le cheik Talal Al Thani a été arrêté sans qu'aucun mandat ne lui soit présenté et que les raisons de son arrestation ne lui ont pas été communiquées au moment de celle-ci. Le Groupe de travail note également qu'on ignore à quel moment exact il a été informé des charges retenues contre lui. Il conclut donc que le fait de ne pas avoir présenté de mandat d'arrêt au cheik Talal Al Thani et de ne pas lui avoir communiqué en temps utile le motif de son arrestation constitue une violation des articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du principe 10 de l'Ensemble de principes et ôte tout fondement juridique à son arrestation<sup>21</sup>.

43. La source affirme également que le cheik Talal Al Thani a été mis au secret pendant une durée prolongée, une allégation à laquelle le Gouvernement a choisi de ne pas répondre. La source soutient également, sans que le Gouvernement le conteste, que l'intéressé s'est toujours vu refuser l'accès à un recours utile pour contester la légalité de son maintien en détention, ce qui constitue une violation de son droit à l'*habeas corpus*, auquel il ne peut être dérogé.

44. Le Groupe de travail note que la pratique de la détention au secret soustrait effectivement les victimes à la protection de la loi et les prive de toute garantie juridique. Il rappelle qu'« [a]ucun pays ne devrait permettre que des personnes soient secrètement privées de leur liberté pour une durée potentiellement indéfinie et détenues hors du cadre de la loi sans avoir la possibilité de recourir aux procédures légales, notamment l'*habeas corpus* »<sup>22</sup>.

45. En outre, comme le Groupe de travail l'a toujours affirmé, la détention d'une personne au secret porte atteinte à son droit de contester la légalité de sa détention devant un tribunal<sup>23</sup>. Il relève que le cheik Talal Al Thani n'a pas été traduit devant un juge dans le plus court délai, et qu'il n'a pas eu le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention. Malgré ses multiples demandes, il a également

<sup>19</sup> Voir, par exemple, les avis n<sup>os</sup> 14/2020, par. 49 ; 31/2020, par. 40 ; 32/2020, par. 32 ; 33/2020, par. 53 et 71 et 34/2020, par. 44.

<sup>20</sup> Voir, par exemple, les décisions n<sup>o</sup> 1/1993, par. 6 et 7 ; 3/1993, par. 6 et 7 ; et 4/1993, par. 6. Pour une jurisprudence plus récente, voir les avis n<sup>os</sup> 38/2013, par. 23 ; 21/2017, par. 46 ; 33/2020, par. 54 ; et 34/2020, par. 46.

<sup>21</sup> Voir, par exemple, les avis n<sup>os</sup> 46/2019 (par. 51) et 10/2015 (par. 34).

<sup>22</sup> A/HRC/16/47, para. 54.

<sup>23</sup> Voir, entre autres, les avis n<sup>os</sup> 28/2016, 79/2017, 93/2017, 33/2020 et 86/2020.

été privé de l'assistance d'un conseil dès le moment de son arrestation, ce qui a entravé encore davantage sa capacité de contester la légalité de sa détention. Le Groupe de travail considère que le contrôle de la détention par une autorité judiciaire est une garantie fondamentale de la liberté personnelle, et qu'il est indispensable pour que la détention soit juridiquement fondée<sup>24</sup>. Étant donné que le cheik Talal Al Thani n'a pas pu contester la légalité de sa détention, il y a également eu violation des droits qu'il tient des articles 8 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des principes 4, 9, 11 et 32 (par. 1) de l'Ensemble de principes. En outre, il a été soustrait à la protection de la loi, en violation de son droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique garanti par l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail ajoute que les droits que le cheik Talal Al Thani tient de l'article 9 (par. 4) du Pacte ont également été violés dans le cadre de son maintien en détention, notamment après le 21 mai 2018 (voir par. 37 ci-dessus).

46. Le Groupe de travail note que le cheik Talal Al Thani a été arrêté, inculpé puis déclaré coupable sur la base d'accusations d'incapacité à payer ses dettes. À cet égard, il prend note de l'affirmation de la source selon laquelle le fait que le cheik Talal Al Thani ait officiellement été placé en détention pour une incapacité à payer ses dettes constitue une violation de ses droits de l'homme. De manière générale, le Groupe de travail note que, comme le prévoient les dispositions de l'article 11 du Pacte, nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle. Cette interdiction permet d'empêcher que des peines d'emprisonnement soient infligées pour incapacité de payer une dette privée ou de remplir tout autre type de condition contractuelle exigible par une autre personne ou société. Il s'ensuit que tout emprisonnement, avant ou après jugement, fondé sur le défaut de règlement d'une dette est sans fondement juridique au regard du droit international des droits de l'homme. Le Groupe de travail rappelle donc sa jurisprudence, selon laquelle le fait d'incarcérer une personne pour dettes est une violation du *jus cogens* et du droit international coutumier, quelles que soient les dispositions du droit interne<sup>25</sup>.

47. Le Groupe de travail renvoie également au rapport rédigé à la suite de sa visite au Qatar du 3 au 14 novembre 2019, dans lequel il exprimait sa vive préoccupation quant à la criminalisation d'un large éventail d'actes non violents au Qatar, notamment les dettes<sup>26</sup>. Lors de sa visite, la délégation a appris qu'au Qatar, il n'était pas rare qu'au moment de contracter un prêt ou de louer un bien, il soit demandé, outre l'acceptation d'un échéancier de remboursements ou de paiements réguliers du loyer, de remettre à titre de garantie un chèque couvrant le montant total de la somme due. Le Groupe de travail a établi que cette pratique revenait à forcer les personnes à enfreindre les articles 357 et 358 du Code pénal, qui punit de trois mois d'emprisonnement et d'une amende conséquente le fait de libeller un chèque sans disposer des fonds nécessaires pour couvrir sa valeur. Le Groupe de travail a également noté que, dès qu'une personne ne s'acquittait pas d'un seul acompte, le « chèque de garantie » était encaissé. Dans ces conditions, faute de fonds suffisants pour couvrir la totalité du prêt, elle s'exposait à des procédures pénales au titre des articles 357 et 358 du Code pénal. Le Groupe de travail a également constaté que les personnes inculpées et condamnées pour de telles infractions représentaient une large part de la population carcérale actuelle au Qatar, contribuant ainsi considérablement à la surpopulation<sup>27</sup>.

48. Le Groupe de travail rappelle que le droit international des droits de l'homme interdit toute mesure de privation de liberté découlant d'une incapacité à exécuter une obligation contractuelle, comme le prévoit l'article 11 du Pacte. Comme souligné précédemment, cette interdiction n'est pas susceptible de dérogation et elle relève même du droit international coutumier<sup>28</sup>. Le Groupe de travail rappelle également qu'en application des articles 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte, le droit à la liberté individuelle doit être la norme et la privation de liberté doit constituer une exception à celle-ci. Le Groupe

<sup>24</sup> Voir les Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal (par. 3).

<sup>25</sup> La source se réfère, entre autres, aux documents [A/HRC/22/44](#), par. 50 et 51, et [E/CN.4/1993/24](#), par. 13.

<sup>26</sup> [A/HRC/45/16/Add.2](#), par. 25.

<sup>27</sup> Ibid., par. 46 à 49.

<sup>28</sup> [A/HRC/42/39/Add.1](#), par. 65. Voir aussi les avis n<sup>os</sup> 31/2001 et 38/2013.

de travail considère que la détention pour incapacité à payer une dette constitue en soi une privation de liberté arbitraire. Il s'agit aussi d'une pratique arbitraire en ce qu'elle établit une discrimination fondée sur le statut économique des personnes (voir également la catégorie V examinée plus loin). En l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail note que les circonstances de l'espèce montrent clairement que le cheik Talal Al Thani n'est pas en mesure de payer ses dettes, sans qu'il s'agisse d'un manque de volonté de sa part. Il prend également note de l'affirmation de la source, qui n'a pas été contestée par le Gouvernement, selon laquelle cette incapacité est la conséquence directe de sanctions économiques imposées de manière arbitraire et pour des motifs politiques au cheik Talal Al Thani.

49. La source fait également valoir que le cheik Talal Al Thani se trouve toujours en détention alors que des décisions d'acquittement et de mise en liberté ont été prononcées en sa faveur dans certains de ses procès. Selon la source, le Gouvernement n'a pas appliqué ces décisions pour des raisons politiques. Ce dernier a choisi de ne pas contester ces allégations. En l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail conclut à une violation du droit à un recours utile, que l'intéressé tient de l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En ce qui concerne les décisions d'acquittement et de mise en liberté qui ont pu être rendues après le 21 mai 2018, le Groupe de travail constate également une violation potentielle de l'article 14 (par. 7) du Pacte, qui garantit qu'aucune peine ne sera infligée pour une infraction dont l'accusé a été acquitté.

50. Le Groupe de travail conclut donc que la détention du cheik Talal Al Thani est arbitraire en ce qu'elle ne repose sur aucun fondement juridique, et qu'elle relève donc de la catégorie I.

### Catégorie III

51. La source a également fait valoir que le droit du cheik Talal Al Thani à un procès équitable avait été violé à de multiples reprises du fait de l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives à ce droit, prévues et protégées par divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte et l'Ensemble de principes<sup>29</sup>. Le Groupe de travail renvoie à ses conclusions relatives à la catégorie I, selon lesquelles le cheik Talal Al Thani a entre autres été arrêté sans qu'aucun mandat ne lui soit présenté, n'a pas été informé dans les plus brefs délais des raisons de son arrestation et a été mis au secret.

52. La source a affirmé, sans que le Gouvernement le conteste, que le cheik Talal Al Thani avait été privé de son droit à une représentation en justice, alors qu'il avait demandé à plusieurs reprises à s'entretenir avec un avocat, ainsi que de son droit de préparer sa défense convenablement. Le Groupe de travail note qu'il avait donné procuration à sa femme dans les procédures civiles et pénales contre lui. Il rappelle que la représentation en justice est un aspect essentiel du droit à un procès équitable. En effet, pour que les garanties d'une procédure régulière soient respectées, l'accusé doit pouvoir être assisté par un conseil à toutes les étapes de la procédure pénale, à savoir avant et pendant le procès, et devant les juridictions d'appel. Le Groupe de travail signale également que refuser à un accusé le droit de faire appel à un avocat entrave et compromet considérablement sa capacité de se défendre dans toute procédure judiciaire.

53. Le principe 18 (par. 3) de l'Ensemble de principes et la règle 61 (par. 1) de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) prévoient que les accusés doivent être autorisés à consulter un conseil juridique sans délai. Le Groupe de travail rappelle que, selon le principe 9 et la ligne directrice 8 des Principes de base et lignes directrices des Nations Unies, les personnes privées de liberté ont le droit d'être assistées par le conseil de leur choix, à tout moment pendant la détention, y compris immédiatement après l'arrestation, et toute personne arrêtée doit être informée sans délai de ce droit<sup>30</sup>. L'accès à un conseil ne devrait pas faire l'objet de restrictions illégales ou déraisonnables. Le Groupe de travail estime que l'absence de conseil juridique a constitué une violation du droit du cheik Talal Al Thani à l'assistance juridique, qui fait partie du droit

<sup>29</sup> La source renvoie également à l'avis n° 48/2016 (par. 41).

<sup>30</sup> Voir également [A/HRC/45/16](#), par. 50 à 55.

à un procès équitable et à une procédure régulière que garantissent les articles 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les principes 17 et 18 de l'Ensemble de principes et le paragraphe 1 des Principes de base relatifs au rôle du barreau. Le Groupe de travail conclut en outre que la violation actuelle du droit du cheik Talal Al Thani à une représentation en justice est également contraire aux articles 14 et 16 du Pacte.

54. La source a également affirmé, sans que le Gouvernement le conteste, que depuis que l'épouse du cheik Talal Al Thani, autorisée à agir pour le compte de son mari, avait commencé à intenter des actions en justice, elle s'était vu refuser l'accès à nombre des documents relatifs aux procédures engagées contre l'intéressé. De l'avis du Groupe de travail, ce comportement des tribunaux qatariens constitue également une violation de la ligne directrice 13 des Principes de base et lignes directrices des Nations Unies ainsi que des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, en particulier le principe 6, qui dispose : « [e]n vertu du principe de l'indépendance de la magistrature, les magistrats ont le droit et le devoir de veiller à ce que les débats judiciaires se déroulent équitablement et à ce que les droits des Parties soient respectés ».

55. Le Groupe de travail constate qu'après son arrestation le 21 février 2013, le cheik Talal Al Thani a été maintenu en détention jusqu'à ce qu'une peine de plus de vingt-deux ans d'emprisonnement soit prononcée contre lui en mai 2018. Son emprisonnement inclut donc manifestement une longue période de détention provisoire, étant à noter qu'elle est supérieure à cinq ans, sans possibilité de libération sous caution. Le Groupe de travail rappelle que toute personne détenue du chef d'une infraction pénale devra être jugée dans un délai raisonnable ou mise en liberté en attendant l'ouverture du procès. En outre, une personne détenue du chef d'une infraction pénale est en droit, à moins qu'une autorité judiciaire ou autre n'en décide autrement dans l'intérêt de l'administration de la justice, d'être mise en liberté en attendant l'ouverture du procès, sous réserve des conditions qui peuvent être imposées conformément à la loi, et que ladite autorité doit maintenir à l'étude la question de la nécessité de la détention. En d'autres termes, la détention provisoire doit être l'exception et non la règle et elle doit être ordonnée pour une durée aussi brève que possible. La détention avant jugement doit par conséquent reposer sur une évaluation au cas par cas déterminant qu'elle est raisonnable et nécessaire au regard de toutes les circonstances, par exemple pour éviter que l'intéressé ne prenne la fuite, ne modifie des preuves ou ne commette une nouvelle infraction. En l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail estime que le Gouvernement n'a pas envisagé de solutions autres que la détention du cheik Talal Al Thani, et n'a pas procédé à l'évaluation permettant de déterminer si une libération sous caution aurait été raisonnable en l'espèce. Le Groupe de travail conclut à une violation du droit du cheik Talal Al Thani à une procédure régulière, tel que le consacrent les articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les principes 38 et 39 de l'Ensemble de principes.

56. Outre ses conclusions relatives à la catégorie I, le Groupe de travail se dit vivement préoccupé par la mise au secret du cheik Talal Al Thani (voir par. 43 et 45 ci-dessus) et note que l'Assemblée générale n'a eu de cesse d'affirmer qu'une période prolongée de détention au secret ou dans des lieux tenus secrets peut faciliter la pratique de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et en constituer en soi une forme<sup>31</sup>. À cet égard, le Groupe de travail relève avec une vive inquiétude qu'après son arrestation en février 2013, le cheik Talal Al Thani aurait été soumis à diverses pressions de la part du Gouvernement visant à ce qu'il signe des documents dans lesquels il admettait être mentalement inapte. De surcroît, selon certaines allégations, le Qatar a eu recours à de graves menaces et mauvais traitements en détention pour lui extorquer de faux aveux de crimes qu'il n'avait pas commis. Le Gouvernement a choisi de ne pas réfuter ces allégations. Le Groupe de travail a déjà établi que le cheik Talal Al Thani était détenu au secret, sans avoir accès à un avocat, une information qui n'a pas été contestée par le Gouvernement non plus. Comme l'a déjà déclaré le Groupe de travail, la présence d'un avocat pendant les interrogatoires est une garantie essentielle pour s'assurer que toute personne qui passe aux aveux ne le fait pas sous la contrainte<sup>32</sup>. Le Groupe de travail considère que les aveux faits en l'absence d'un

<sup>31</sup> Résolutions 60/148, par. 11, et 74/143, par. 17 de l'Assemblée générale.

<sup>32</sup> A/HRC/45/16, par. 53.

avocat ne sont pas admissibles comme preuves dans une procédure pénale<sup>33</sup>. Lorsqu'une déclaration qui aurait été obtenue par la torture ou d'autres mauvais traitements est versée au dossier, l'ensemble de la procédure devient inéquitable, indépendamment de l'existence d'autres preuves à l'appui du verdict<sup>34</sup>. Il incombe au Gouvernement de prouver que les déclarations n'ont pas été faites sous la contrainte, ce qu'il n'a pas fait en l'espèce.

57. De l'avis du Groupe de travail, les faits allégués exposés ci-dessus semblent contrevenir à l'interdiction absolue de la torture et des mauvais traitements consacrée par les articles 1, 2 et 16 de la Convention contre la torture, l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le principe 6 de l'Ensemble de principes. Le Groupe de travail signale également que l'utilisation d'aveux obtenus au moyen de mauvais traitements qui s'apparentent ou sont équivalents à de la torture peut également constituer une violation par le Qatar des obligations internationales mises à sa charge par l'article 15 de la Convention contre la torture. En outre, l'Ensemble de principes interdit expressément d'abuser de la situation d'une personne détenue ou emprisonnée pour la contraindre à avouer ou à s'incriminer (principe 21). Le Groupe de travail constate également qu'il y a eu violation des droits fondamentaux du cheik Talal Al Thani en matière de procès équitable, notamment du droit d'être présumé innocent et du droit de ne pas s'avouer coupable, garantis par les articles 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

58. La source soutient également que le Qatar utilise le maintien en détention illégale de l'intéressé pour continuer de lui infliger des violations graves et continues de ses droits, notamment en lui faisant subir des tortures et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants. En l'absence de réponse du Gouvernement et compte tenu de son maintien en détention, le Groupe de travail note qu'il semble également y avoir violation des articles 7 et 10 (par. 1) du Pacte. À la lumière des allégations formulées précédemment, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

59. La source a également affirmé, sans que le Gouvernement le conteste, qu'à au moins une occasion, des journalistes auraient coopéré avec la police qatarienne pour essayer d'extorquer de faux aveux au cheik Talal Al Thani lorsqu'il était en détention. Le Groupe de travail, estimant que cette information est tout aussi inhabituelle que très inquiétante, renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression pour qu'elle prenne les mesures qui s'imposent.

60. La source a également affirmé que le droit du cheik Talal Al Thani d'être jugé par un tribunal indépendant et impartial avait été violé. Elle soutient que malgré des garanties constitutionnelles, le système judiciaire n'est pas indépendant au Qatar. La source renvoie à diverses conclusions du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, ainsi qu'à de multiples préoccupations du Comité contre la torture, selon lesquelles l'inamovibilité des juges qatariens et étrangers n'est pas garantie au Qatar, et que leur nomination relève exclusivement de l'autorité de l'émir, en particulier dans des affaires concernant ses potentiels rivaux politiques<sup>35</sup>. D'après la source, c'est dans ce contexte que le droit du cheik Talal Al Thani de faire examiner sa détention par un tribunal compétent, indépendant et impartial a été violé et continue d'être violé par le Qatar. La source fait également valoir que le Qatar a orchestré un statu quo illégal lui permettant de prolonger la détention arbitraire du cheik Talal Al Thani sans que ce dernier puisse espérer de réexamen de sa condamnation par une juridiction interne dans un avenir prévisible. En l'absence de toute contestation du Gouvernement et compte tenu des autres violations du droit à un procès équitable établies précédemment, le Groupe de travail conclut à une violation du droit du cheik Talal Al Thani d'être jugé par un tribunal indépendant et impartial, qu'il tient de l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Comme il se trouve toujours en détention, le Groupe de travail conclut également à une violation de l'article 14 (par. 1 et 5) du Pacte. Le Groupe de

<sup>33</sup> Ibid. Voir aussi les avis n<sup>os</sup> 40/2012, 1/2014, 14/2019 et 59/2019, ainsi que le document E/CN.4/2003/68 (par. 26 e)).

<sup>34</sup> Avis n<sup>os</sup> 43/2012, par. 51 ; 34/2015, par. 28 ; 52/2018, par. 79 i) ; 32/2019, par. 43 ; 59/2019, par. 70 et 73/2019, par. 91.

<sup>35</sup> A/HRC/29/26/Add.1, par. 36 et 77, et CAT/C/QAT/CO/3, par. 19 et 20.

travail renvoie donc le cas au Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats pour qu'il prenne les mesures appropriées.

61. Le Gouvernement prend également note de l'allégation non contestée de la source selon laquelle le Gouvernement aurait cherché à porter atteinte à la réputation du cheik Talal Al Thani en diffusant des informations diffamatoires le faisant passer pour un voleur, un fou et une personne incapable d'honorer ses dettes. En l'absence de toute réfutation de la part du Gouvernement, le Groupe de travail conclut à des violations des droits du cheik Talal Al Thani à la présomption d'innocence et à la protection contre les atteintes à son honneur et à sa réputation, consacrés respectivement par les articles 11 (par. 1) et 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

62. En outre, le Groupe de travail estime que la conjonction de plusieurs éléments, à savoir les aveux forcés du cheik Talal Al Thani pendant sa détention au secret, sa mise à l'isolement et les conditions inhumaines et dégradantes dans lesquelles il a été détenu, les atteintes à son honneur et à sa réputation ainsi que le fait qu'il a été privé de soins médicaux adéquats, a également porté atteinte aux garanties nécessaires à la préparation de sa défense devant les tribunaux qatariens, en violation de l'article 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>36</sup>.

63. Le Groupe de travail conclut que les violations du droit du cheik Talal Al Thani à un procès équitable constatées précédemment sont d'une gravité telle qu'elles confèrent à sa détention un caractère arbitraire relevant de la catégorie III.

#### Catégorie V

64. Bien que la source n'ait pas fait valoir que la détention du cheik Talal Al Thani était arbitraire en ce qu'elle relevait de la catégorie V, le Groupe de travail prend note des informations communiquées par la source selon lesquelles, après la mort de son père en exil en 2008, le cheik Talal Al Thani a revendiqué sa succession auprès du Gouvernement qatarien et qu'il a tenté de le faire de manière pacifique en saisissant la justice qatarienne. Il aurait alors insisté sur le fait que la succession lui revenait de plein droit, refusant que sa part lui soit versée sous forme d'un « don » de l'émir. D'après la source, cela semble avoir été à l'origine des mesures prises par le Gouvernement contre le cheik Talal Al Thani et sa famille. Le Gouvernement avait la possibilité de répondre à ces allégations, mais a décidé de ne pas le faire.

65. Il ressort également des faits présentés par la source et non contestés par le Gouvernement que le cheik Talal Al Thani a été arrêté, détenu et condamné en raison de son incapacité à payer ses dettes. En outre, la source a affirmé, ce qui n'a pas été contesté par le Gouvernement, que cette incapacité était la conséquence directe de sanctions économiques qui lui avaient été imposées de manière arbitraire et pour des motifs politiques.

66. En l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail constate que le statut de membre de la famille royale du cheik Talal Al Thani et sa situation économique semblent bel et bien avoir motivé son arrestation et sa détention. Par conséquent, le Groupe de travail estime que sa privation de liberté est fondée sur des motifs discriminatoires, en l'occurrence sur son statut familial et sa situation économique, en violation des articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour ce qui est de son maintien en détention, le Groupe de travail conclut également à une violation des articles 2 (par. 1) et 26 du Pacte. Sa privation de liberté est dès lors arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie V.

#### Observations finales

67. Le Groupe de travail se déclare préoccupé par les allégations selon lesquelles le cheik Talal Al Thani a été privé de son droit de recevoir des visites de membres de sa famille et de correspondre avec eux, ainsi que de disposer de possibilités adéquates de communiquer avec le monde extérieur, sous réserve des conditions et restrictions appropriées que peuvent spécifier la loi ou les règlements pris conformément à la loi. Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement que cette privation de contacts familiaux peut être constitutive d'une violation

<sup>36</sup> La source renvoie à l'avis n° 48/2016, par. 52.



des principes 15 et 19 de l'Ensemble de principes, ainsi que des règles 43 (par. 3) et 58 (par. 1) des Règles Nelson Mandela.

68. Le Groupe de travail se dit également gravement préoccupé par l'état de santé du cheik Talal Al Thani, qui continue de se dégrader, par ses conditions de détention très insalubres dans un établissement pénitentiaire de la banlieue de Doha, et par le défaut de soins médicaux adéquats pour traiter les diverses affections dont il souffre, à cause duquel il serait soumis à un grave stress physique et psychologique et il risquerait de devenir aveugle. À cet égard, le Groupe de travail relève avec une vive inquiétude que le cheik Talal Al Thani est maintenu en détention alors que des décisions d'acquiescement et de mise en liberté ont été prononcées en sa faveur dans certains de ses procès (par. 32 et 49 ci-dessus). Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement qu'il est tenu de protéger la santé du cheik Talal Al Thani, conformément à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux règles 24 à 35 des Règles Nelson Mandela. Il rappelle aussi au Gouvernement que, conformément à l'article 10 (par. 1) du Pacte et au principe premier de l'Ensemble de principes, toute personne privée de sa liberté doit être traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.

69. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de mener sans délai une enquête approfondie, rigoureuse et indépendante sur l'état de santé du cheik Talal Al Thani en détention. Cette enquête doit comprendre un rapport détaillé sur les soins, notamment médicaux, qui lui sont prodigués depuis son arrestation, et doit être menée de manière transparente en associant pleinement les membres de sa famille et ses représentants légaux et médicaux<sup>37</sup>.

70. Le Groupe de travail accueillerait favorablement toute possibilité de travailler de manière constructive avec le Gouvernement pour lutter contre les cas de privation arbitraire de liberté. À cet égard, le Groupe de travail rappelle qu'à la suite de sa visite au Qatar en 2019, il a demandé au Gouvernement d'envisager sérieusement la possibilité d'une nouvelle visite en 2022, dans le plein respect des modalités applicables aux visites de pays. Le Groupe de travail espère recevoir une telle invitation<sup>38</sup>.

### **Dispositif**

71. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté du cheik Talal bin Abdulaziz bin Ahmed bin Ali Al Thani est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 2 (par. 1), 9, 10 (par. 1), 11, 14, 16 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I, III et V.

72. Le Groupe de travail demande au Gouvernement qatarien de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation du cheik Talal Al Thani et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

73. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement le cheik Talal Al Thani et à lui accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international. Dans le contexte actuel de la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) et de la menace qu'elle représente dans les lieux de détention, le Groupe de travail appelle le Gouvernement à prendre des mesures urgentes pour garantir sa libération immédiate.

<sup>37</sup> Voir Règles Nelson Mandela, règle 34.

<sup>38</sup> A/HRC/45/16/Add.2, par. 2.

74. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté du cheik Talal Al Thani, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de celui-ci.

75. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, au Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent.

76. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'utiliser de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

### **Procédure de suivi**

77. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si le cheik Talal Al Thani a été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si le cheik Talal Al Thani a obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits du cheik Talal Al Thani a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- d) Si le Qatar a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

78. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

79. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

80. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin<sup>39</sup>.

*[Adopté le 15 novembre 2021]*

<sup>39</sup> Voir la résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.